

Ambassade du Brésil  
Monsieur le Président de la République  
Luiz Inácio Lula Da Silva  
avenue Louise 350  
1050 Bruxelles

Bruxelles, le 26 juin 2007

Monsieur le Président,

Les organisations signataires ainsi que les familles et amis des prisonniers politiques chiliens détenus au Brésil – *Marta A. Bellón, Alfredo Canales Moreno, William Gaona Becerra, Mauricio Hernández et Marco Rodríguez Ortega, inculpés pour avoir participé dans les négociations liées à la séquestration du multimillionnaire brésilien Washington Olivetto-* nous adressons respectueusement à vous pour vous rappeler qu'il s'agit d'un cas aux motivations politiques, ce que les accusés ont toujours soutenu tout comme cela a été reconnu lors du premier procès. Raison pour laquelle nous sommes motivés à les appuyer et à exiger qu'ils bénéficient d'un traitement digne d'un prisonnier politique.

Comme sans doute vous le savez déjà, il existe de graves disfonctionnement dans les prisons brésiliennes, tels que : la torture pratiquée par des fonctionnaires de l'Etat, récemment dénoncée à la prison de Catanduvas (où se trouve enfermé Mauricio Hernández), fait qui a été confirmé par la Chambre des Député. Le manque de produits essentiels comme le papier hygiénique et le savon à la prison de Itaí où se trouvent enfermés les autres personnes impliquées. A ces conditions matérielles difficiles il faut aussi ajouter le fait que ces détenus sont étrangers au Brésil et par conséquent il leur est impossible de recevoir des visites fréquentes étant donné les énormes distances et les conditions de pauvreté extrême de leur famille proche. Ainsi certains ont reçu seulement deux visites durant les cinq années d'enfermement déjà passées.

D'autre part, les personnes citées ont été sauvagement torturées pendant leur détention et ont été soumis à un régime d'isolement absolu pendant un an. En ce qui concerne Mauricio Hernández son isolement et conditions inhumaines de détention, se prolongent depuis plus de cinq ans, en totale contradiction avec les normes brésiliennes en matière de respect des droits humains.

Nous vous demandons : de mettre en œuvre les démarches nécessaires pour faire cesser immédiatement la torture et mettre fin aux conditions inhumaines auxquelles est soumis Mauricio Hernández, de donner une suite positive aux demandes d'extradition vers le Chili faites par sa famille et le gouvernement chilien. Aussi nous demandons pour les autres détenus, amis, famille et camarades, l'application de la loi n°6815 qui au titre XIII, article 65 qui prévoit l'expulsion des étrangers ou à défaut que leur soient accordés les bénéfices carcellaires auxquels ces personnes ont le droit.

Espérant que notre pétition soit bien accueillie, veuillez recevoir, Monsieur le Président, nos salutations respectueuses.

Association de Réfugiés Latino-Américains et des Caraïbes, Collectif Rodriguista, Subterra asbl, Collectif Européen Contre l'Impunité